

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA, P. O. Box 3243 Telephone: 251-115-517 700 Ext. 1894 Website:

www.africa-union.org

Second Congress of African Economists

Theme: "How to achieve a strong and sustainable economic growth in Africa, in order to curb unemployment and sustain regional and continental integration dynamics?"

African Union Commission (AUC), November 24-26,

Abidjan, Côte d'Ivoire

**Communication : Impacts des variables budgétaires et de
gouvernance sur le développement en Afrique
subsaharienne, une approche transversale.**

Dr Patrick N'Gouan

Economiste, Administrateur des Services Financiers au Trésor Public de Côte d'Ivoire

Chercheur Associé au Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES)

Coordonnateur National de la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI)

Email : patrick.ngouan@gmail.com / patrick.ngouan@yahoo.com / pngouan@tresor.ci

Résumé

Cette étude examine l'efficacité de la politique budgétaire lorsqu'elle est associée à la gouvernance en Afrique subsaharienne. Les liens sont incertains entre les variables budgétaires et de gouvernance, et le développement mesuré par la valeur ajoutée industrielle, le revenu par tête et l'indice de développement humain. On note cependant que la politique budgétaire est inefficace dans les pays à gouvernance insatisfaisante ou moyenne. L'investissement public et la qualité de la gouvernance ont des effets puissants sur développement dans les pays de bonne gouvernance. L'efficacité de la politique budgétaire est donc liée à la performance du pays en matière de gouvernance.

Abstract

This study analyses the efficiency of fiscal policy when it is combined with governance in sub-Saharan Africa. The links are uncertain between fiscal and governance variables, and development measured by industrial added value, revenue per capita and human development index. However, it is noticed that fiscal policy is inefficient in the countries where governance is unsatisfied or average. Public investment and quality of governance have powerful impacts on development in the countries of good governance. Therefore, the efficiency of fiscal policy is linked to a country governance performance.

Introduction

L'Etat, de par ses fonctions d'allocation, de répartition et de conjoncture, intervient directement dans l'économie par l'instrument budgétaire et indirectement par la réglementation ou, plus généralement, par la gouvernance.

Ainsi, les 50 ans d'indépendance africaine ont été marqués par vingt ans de monopoles politiques et économiques (1960-1980), dix ans de transition (1980-1990) et vingt ans de libéralisation politique et économique (1990-2010). Au cours de cette évolution, l'Etat a joué les rôles d'acteur économique et de garant de l'environnement macroéconomique à différents niveaux.

Pendant ces trois dernières décennies, le paradigme prévalant est le désengagement de l'Etat du secteur économique pour mieux se concentrer sur ses tâches régaliennes à travers les gouvernances politique, institutionnelle, administrative, économique et sociale.

Pourtant, les chocs intervenus dans les économies occidentales au cours de ces cinq dernières années ont vu des interventions directes ou indirectes des Etats, notamment aux Etats Unis d'Amérique. Bien avant cela, Stiglitz (2003) montrait des formes d'intervention publique ayant contribué notablement à la croissance américaine.

Or, la plupart des économies africaines sont soumises à des chocs permanents. En outre, les programmes d'ajustement structurel, en ciblant prioritairement l'inflation et le solde extérieur, n'ont pu assurer de manière satisfaisante le développement du continent. Les initiatives PPTTE (pays pauvres très endettés) ne consacrent-ils pas l'échec des politiques de développement en Afrique ?

Les quelques performances économiques des pays africains reposent généralement sur les exportations de produits primaires et énergétiques. L'Afrique arrive en dernière position en matière de développement humain, derrière les autres continents.

La solution communément admise consisterait à améliorer le système de gouvernance publique et à laisser jouer les règles du marché. La bonne gouvernance, un concept et une recette très en vogue, fait l'objet d'une grande variété de définitions, selon les auteurs, les institutions qui mettent au point des indicateurs s'y rapportant et les objectifs visés. Par delà cette variété, un consensus, en termes d'attentes, semble se dégager sur les capacités de l'Etat à accomplir, avec efficacité et transparence, ses missions régaliennes et d'arbitre au sein de la collectivité nationale.

La littérature économique récente est abondante sur la gouvernance, notamment dans ses relations, réciproques ou non, avec la croissance économique. Or l'Etat intervient dans l'économie par la réglementation (qui relève de la gouvernance) et par le budget. Mais la plupart des travaux portent soit sur les effets de l'investissement public, soit sur ceux de la gouvernance sur la croissance.

Dans la présente étude, la cible se situe plus loin que la croissance. C'est le développement qui est appréhendé ici par trois indicateurs : le revenu par tête, la valeur ajoutée industrielle¹ et l'indice de développement humain. En outre, l'accent sera mis sur les effets conjoints des variables budgétaires et de gouvernance sur le développement. Une telle démarche associera la théorie keynésienne et l'économie institutionnelle.

Au regard de ce qui précède, l'idée consistant à confiner l'Etat dans des tâches régaliennes et dans l'amélioration de la gouvernance est elle une solution suffisante pour promouvoir le développement ? Les

¹ Qui, plus que les exportations de produits primaires ou énergétiques, reflètent mieux l'effort de développement d'un pays.

pays africains réalisant des performances en matière de gouvernance détiennent ils pour autant des records en matière de développement ? Quel peut être le rôle additionnel de la politique budgétaire dans la croissance et le développement ?

L'objectif de cette étude est de montrer la complémentarité nécessaire entre la politique budgétaire et la gouvernance dans la promotion d'un véritable développement de l'Afrique.

Pour y arriver, une approche transversale par l'analyse factorielle est utilisée pour parcourir 39 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 2005-2010. Il s'agit précisément de faire :

- 1- une revue de littérature sur la complémentarité entre variables budgétaires et indicateurs de gouvernance pour la croissance et le développement ;
- 2- Classification des pays d'Afrique subsaharienne selon la qualité de la gouvernance prévalant en leur sein ;
- 3- une différenciation des impacts des dépenses publiques et de la gouvernance sur la croissance selon les groupes de pays.

I- REVUE DE LITTERATURE ECONOMIQUE

L'histoire économique de l'Afrique indépendante, à l'instar de celle de la plupart des pays du Tiers monde, a été marquée par tour à tour par la prédominance de politiques keynésiennes (1960-1980) et par des programmes d'ajustement structurel fondés sur l'orthodoxie libérale (1980-2010). Mais les faibles performances des économies africaines en matière de développement, en dépit des réformes¹ et, subséquemment, la recrudescence de la pauvreté, ont amené des auteurs à s'interroger sur les causes

¹ Cf. Easterly et Levine (1997), Collier et Gunning (1999), Easterly (2000; 2002)

institutionnelles de cette situation. L'économie institutionnelle, au sens de North (1990, 2005) qui met en relation le système de gouvernance d'un pays et ses performances en matière de croissance et de bien-être, servira donc ici de cadre d'analyse.

En effet, les relations entre la gouvernance et la croissance sont de plus en plus mises en évidence. Déjà, les travaux de Gastil (1991) avaient permis de mettre en place des indicateurs de mesure et de classement de la démocratie dans les pays.

Plusieurs auteurs, à la suite de Gastil, mettent en relation démocratie et croissance. Il est de plus en plus établi la relation entre la qualité des institutions, la stabilité politique, les niveaux des investissements et la croissance économique, par exemple chez Alésina et Perotti (1994) et Mauro (1995). Dans un modèle de croissance avec des données de panel, Barro (2000) montre que « le taux de croissance du PIB réel par habitant est stimulé par un meilleur contrôle du respect de la loi... ». L'auteur ajoute que « les renforcements des droits civils et politiques stimulent au départ la croissance, mais tendent à la freiner lorsqu'un niveau modéré de démocratie a été atteint ». A. Sen (1999) établit une causalité entre la liberté et les changements rapides dans le sens du développement.

Dans la relation bilatérale qu'ils ont établie entre le revenu par tête et la gouvernance, Kaufmann et Kraay (2002) arrivent à un résultat paradoxal. Si la bonne gouvernance concourt à l'augmentation du revenu par tête, en revanche, la causalité inverse n'est pas évidente. Le niveau élevé du revenu par tête a une incidence faible voire négative sur la gouvernance. L'étude a été menée sur 175 pays en 2000/2001 et les résultats ont été utilisés pour interpréter la nature des relations entre la gouvernance et le revenu par tête en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Le faible impact de l'accroissement du revenu sur la gouvernance est mis à la charge, par les deux auteurs, des comportements des élites nationales de ces pays.

L'intérêt de cette étude, pour les pays africains, est qu'ils ont des niveaux de développement économique et social relativement proches de ceux des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes. La transmission des effets

du développement économique à la bonne gouvernance et au développement humain demande à être améliorée. En effet, la bonne gouvernance repose certes, sur la démocratie, l'Etat de droit et la lutte contre la corruption ; mais elle concerne aussi le rapprochement des structures administratives des populations, la promotion du développement humain...

II- CLASSIFICATION DES PAYS D'AFRIQUE SUB SAHARIENNE SELON LES INDICATEURS DE GOUVERNANCE

Le rôle des dépenses publiques et de la gouvernance dans le développement de l'Afrique consiste à analyser l'incidence de celles-ci sur le revenu par tête, la valeur ajoutée industrielle et l'indice de développement humain. 39 pays d'Afrique subsaharienne, pour lesquels des données ont pu être réunies sur la période 2005-2010 (soit 6 ans) dans la base de données 2011 de la Banque Mondiale (African Development Indicators), ont été choisis¹.

Cette étude utilise deux grandes catégories d'indicateurs de gouvernance publiés par la Banque Mondiale:

- ❖ 08 indicateurs relevant de la gouvernance politique obtenus à partir d'estimations portant sur le contrôle de la corruption, l'efficacité gouvernementale, la stabilité politique et l'absence de violence, la qualité de la réglementation, l'Etat de Droit, la perception de la corruption et l'obligation de rendre compte.
- ❖ 16 indicateurs contenus dans les CPIA (country policy and institutional assessments) repartis en quatre groupes :

¹ Cette base de données fournit des éléments sur la gouvernance politique dans les pays du Maghreb mais pas ceux sur les CPIA (country policy and institutional assessment), contrairement aux pays d'Afrique subsaharienne qui disposent de données complètes.

- La gestion économique : gestion macroéconomique, politique budgétaire, politique d'endettement ;
- Les politiques structurelles : politiques commerciales, politiques financières, environnement réglementaire pour les entreprises ;
- Les politiques d'intégration sociale et d'équité : égalité des sexes, équité dans l'utilisation des ressources publiques, renforcement des ressources humaines, emploi et protection sociale, et politiques pour assurer un environnement durable ;
- La gestion du secteur public : droits de propriété et gouvernance fondée sur un système de règles, qualité de la gestion budgétaire et financière, efficacité de la mobilisation des ressources, qualité de l'administration, et transparence et responsabilité dans le secteur public.

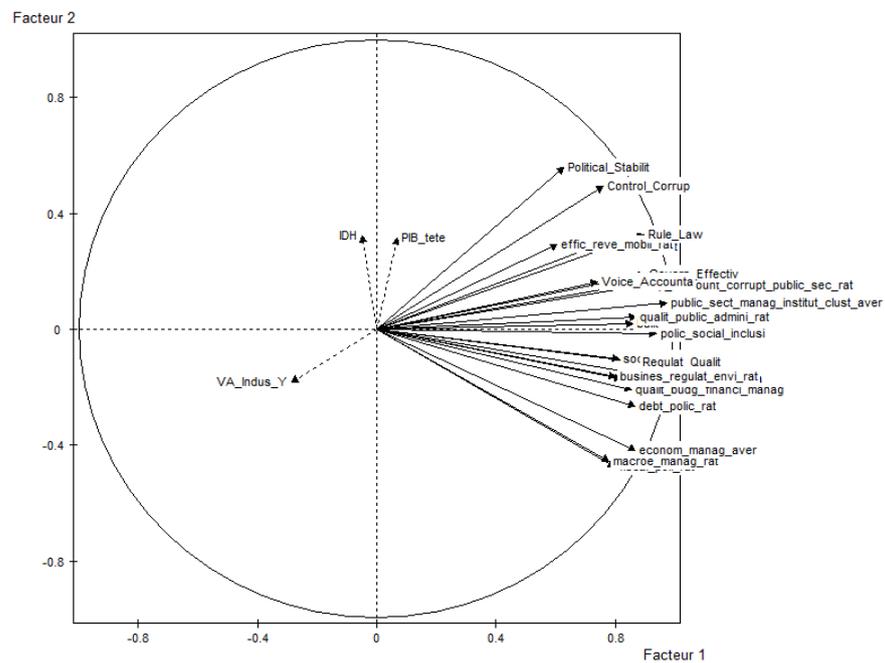
Dans la base ADI, les indicateurs de gouvernance politique sont classés de -2 à 0 sauf la perception de la corruption qui va de 1 à 6. Tous les indicateurs CPIA sont compris entre 1 et 6.

Nous avons donc au total 24 indicateurs de gouvernance pour 39 pays d'Afrique sub-saharienne (ASS). Au-delà des atouts et faiblesses de tous ces indicateurs soulignés par Razafindrakoto et Roubaud (2005a et 2005b), Kaufmann et Kraay (2007), ils seront utilisés ici pour faire l'analyse transversale des données permettant d'apprécier l'état de la gouvernance dans les pays d'ASS.

Dans ce genre d'études transversales, la plupart des auteurs dont Mlanbo et Oshikoya (1999) et (Barro, 2000) choisissent de croiser les statistiques de pays appartenant à différents continents ou à différentes régions du monde. Nous avons plutôt opté pour une confrontation entre pays africains parce que les économies évoluent dans des environnements quasi similaires. Cela permet alors de mieux faire des différenciations sur la base des variables antérieurement identifiées.

La classification des pays selon les dépenses publiques (consommation et investissement publics), l'indice de développement humain (IDH) et les indicateurs de gouvernance est faite par l'analyse factorielle, notamment l'analyse en composantes principales (ACP). L'ACP permet d'obtenir une carte des individus (pays) en fonction de leurs proximités et une carte des variables en fonction de leurs corrélations.

Graphique1 : Cercle factoriel des variables



Source des données : World Bank, African Development Indicators (2011)

Sur le graphique 1, les indicateurs de croissance et de développement ont des valeurs illustratives. Les résultats de l'ACP montrent une forte corrélation entre les différents indicateurs de gouvernance¹. Le premier axe factoriel explique à lui seul plus de 68,7% de l'inertie globale (les informations contenues dans l'ensemble de ces indicateurs). Afin de s'assurer que cette situation n'est pas due à un problème d'effet de taille, le test "alpha de Cronbach" a été effectué. Ce test qui permet de voir l'inter corrélation ou la

¹ Voir le graphique 1

covariance entre les différentes variables confirme l'homogénéité existant entre les différents sous groupes d'indicateurs et même entre tous ces indicateurs de gouvernance en Afrique.

En effet, les coefficients de Cronbach sont de 0,9158 ; 0,9309 0,9455 et 0,8703 pour respectivement les indicateurs des gouvernances politique, administrative, économique et financière, et sociale. Il est de 0,9717 pour l'ensemble des indicateurs.

Ce résultat est réaliste et vraisemblable puisque tous ces types de gouvernance sont liés de telle sorte qu'il sera difficile de parler d'une bonne gouvernance dans un pays lorsqu'il existe un dysfonctionnement dans une catégorie de gouvernance donnée.

A cet effet, un seul indicateur est créé pour rendre compte de la gouvernance générale. Cet indicateur est ainsi obtenu à partir de la combinaison linéaire des variables et de leurs coordonnées par rapport à l'axe 1.

$$\text{Ainsi, à la date } t : I_{gov,j} = \sum_{i=1}^n \lambda_i X_{ij}$$

$I_{gov,j}$ est la valeur de l'indicateur de gouvernance créé du pays $j \quad j=1,2,\dots,39$.

λ_i représente la coordonnée de la variable X_i sur l'axe 1, axe auquel toutes les variables sont corrélées. C'est aussi le poids de la variable dans la formation de l'axe.

n est le nombre de variables de gouvernance introduite dans l'ACP.

X_{ij} est la valeur de la variable de gouvernance i du pays j .

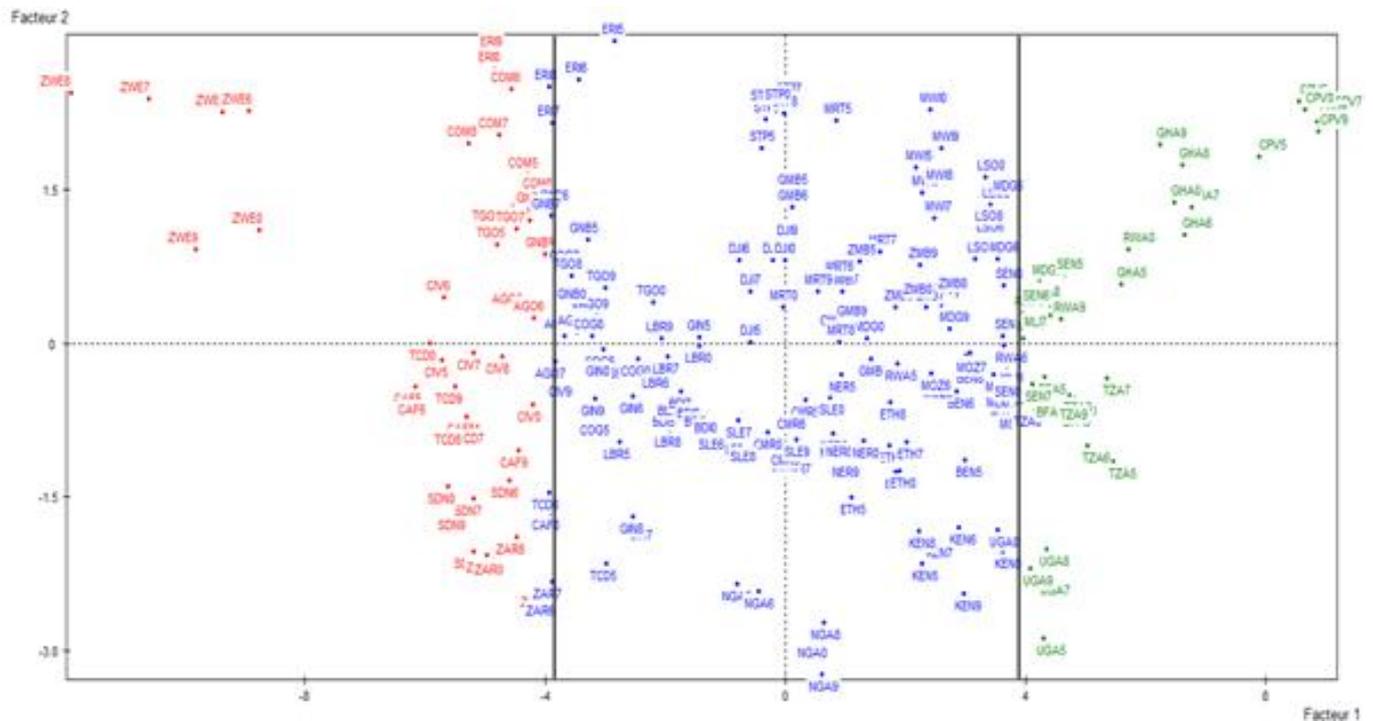
La moyenne arithmétique de l'indicateur de gouvernance créé sur toute la période pour l'ensemble des 39

$$\text{pays est : } moy_{ind} = \frac{1}{234} \sum_{i=1}^{39} \sum_{t=1}^6 I_{gov,jt}$$

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
indicateur~v	234	-8.54e-06	3.984164	-11.897	9.137

A partir de la moyenne et de l'écart-type des indicateurs de gouvernance créés, on peut classer les 39 pays africains en trois groupes.

Graphique 2 : Classement des pays d'Afrique subsaharienne selon leur niveau de gouvernance



Source des données: World Bank, African development indicators 2011

Les pays de mauvaise gouvernance (en rouge) dont l'indicateur est compris entre -11,897 et -3,984 ; les pays de gouvernance moyenne (en bleu) dont l'indicateur est compris entre -3,984 et +3,984 ; enfin les pays de bonne gouvernance (en vert) dont l'indicateur varie entre +3,984 et 9,137.

Suivant le graphique 2, les pays suivants se sont caractérisés par une mauvaise gouvernance sur la période 2005-2010 : Angola, Centrafrique, Comores, Côte d'Ivoire, Erythrée, Guinée Bissau, RDC, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Zimbabwe.

Un petit groupe de pays se sont distingués par une bonne gouvernance : Cap Vert, Ghana, Sénégal, Uganda, Tanzanie. Il faut ajouter à ce groupe l'île Maurice et le Botswana qui, pour des raisons d'insuffisance de données à notre disposition, n'ont pu être pris en compte dans cette étude mais qui, dans toutes les comparaisons internationales, sont classés parmi les pays africains qui réalisent les meilleures performances en matière de gouvernance.

Les autres pays d'ASS, constituant plus de la moitié, sont régis par des niveaux de gouvernance très moyens et très proches les uns des autres.

III- CONTRIBUTION DES DEPENSES PUBLIQUES ET DE LA GOUVERNANCE DANS LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Dans cette partie, il s'agira de suivre les évolutions des indicateurs de croissance et de développement à différents niveaux de gouvernance, puis de faire des régressions économétriques desdits indicateurs sur les variables budgétaires et de gouvernance.

3.1. Evolution des indicateurs de croissance et de développement à différents niveaux de gouvernance en Afrique subsaharienne.

Le graphique 3 montre une relation positive entre le revenu par tête et l'indicateur de gouvernance.

Par ailleurs, le lien entre la gouvernance et la valeur ajoutée industrielle n'est pas significativement positive, de même que celui entre la gouvernance et l'indice de développement humain.

3.2. Mesure des effets des dépenses publiques et de la gouvernance sur la croissance et le développement

Pour mesurer les effets des dépenses publiques et de la gouvernance sur la croissance et le développement, nous procéderons successivement par une approche globale, et deux approches spécifiques par type de gouvernance et par groupe de pays.

3.2.1. Effets globaux des dépenses publiques et de la gouvernance sur la croissance et le développement

L'étude cherche à expliquer le PIB par tête (PIBT), la valeur ajoutée industrielle (VAI) et l'indice de développement humain (IDH) de l'ensemble des pays à partir de variables budgétaires et de gouvernance.

Les dépenses publiques sont constituées de la consommation publique (CG) et de l'investissement public (IG) rapportés, chacun au PIB.

La régression par la méthode du double logarithme permet d'avoir les élasticités récapitulées dans le tableau 1. La forme générale de la régression de l'indicateur de croissance et de développement (ICD) sur les dépenses publiques et le type de gouvernance est :

$$\log ICD = \alpha_1 \log CG_Y + \alpha_2 \log IG_Y + \alpha_3 \log VG + \epsilon$$

où VG représente la variable de gouvernance.

1/ Explication du PIB par tête par l'indicateur de la gouvernance, la consommation et l'investissement publics.

Toutes les variables sont significatives au seuil de 5% et 10%. Le modèle est globalement significatif au seuil de 5%. Au seuil de 5%, une amélioration d'une unité de la qualité de la gouvernance augmente la richesse par tête des habitants des pays considérés de 26 points. Ce qui n'est pas négligeable.

De même une augmentation de l'investissement public d'un point augmente, toutes choses étant égales par ailleurs, le revenu par tête des habitants de 5,74 points au seuil de 10%. Cependant, la consommation du gouvernement a un effet négatif et significatif sur le PIB par tête (-6,8 points).

2/ Explication de la valeur ajoutée industrielle par l'indicateur de la gouvernance, la consommation et l'investissement publics.

Il vient que seule la consommation publique a un effet significatif mais négatif sur la valeur ajoutée industrielle au seuil de 5%. De façon générale, la gouvernance étant mauvaise dans ces pays, une importante intervention de l'Etat dans l'économie peut ralentir le développement industriel. Cela se perçoit à travers le coefficient négatif de la consommation publique (-0,3) et la non significativité de l'investissement public ainsi que de la gouvernance.

3/ Explication de l'IDH par la gouvernance, la consommation et l'investissement publics.

Ici, seul l'indicateur de gouvernance agit positivement et significativement sur l'IDH au seuil de 5%. Le modèle étant globalement significatif, une amélioration d'un point de la gouvernance dans ces pays améliore l'IDH de 0,08 point. En revanche, les dépenses publiques n'ont pas d'effets avérés sur l'IDH.

3.2.2. Effets des dépenses publiques selon les types de gouvernance sur la croissance et le développement

Les types de gouvernance sont les gouvernances politique et institutionnelle (GPI), administrative (GA), économique et financière (GEF) et sociale (GS). La première catégorie est extraite d'estimations et les autres de CPIA de la Banque Mondiale.

Il s'agit de créer des indicateurs de gouvernance au niveau de chaque type de gouvernance. Pour cela, nous faisons des ACP pour créer les indicateurs et voir ensuite l'effet de chaque indicateur dans les régressions en considérant tous les pays.

La forme générale de la régression est :

$$\log\text{ICD} = \beta_1 \log\text{CG_Y} + \beta_2 \log\text{I_G_Y} + \beta_3 \log\text{TG} + \epsilon$$

Où TG représente le type de gouvernance

Tableau 1 : Explication des indicateurs de croissance et de développement par les dépenses publiques et les types de gouvernance.

	logCG	LogIG	LogGP	LogGA	LogEF	LogGS
LogVAI	0,3		-			
	-0,3				-	
	-0,3			-		
logPIBT	-0,3					-
	6,9		42,4			
	-6,2	6,2				
logIDH	-6,5	6,2		-		0,1
	0,1		-			
	0,1					35,1

Source : Nos calculs

Dans le tableau 2, les parties vides correspondent à des cas où le modèle global n'est pas significatif, même à 10%. Les « cases avec des tirais » sont des cas où les coefficients des variables ne sont pas significatifs.

La gouvernance politique (GP) a un effet positif direct (42,4 points) et indirect par la consommation publique (6,9 points) sur le revenu par tête. En revanche, elle n'a pas d'impact direct sur la valeur ajoutée industrielle et l'IDH. Elle constitue un environnement où l'impact de la consommation publique est certes positif, mais dont très faible sur la valeur ajoutée industrielle (0,3 point) et sur l'IDH (0,1 point).

Les gouvernances administrative, d'une part, économique et financière d'autre part, n'ont aucun effet significatif sur les objectifs de croissance et de développement. La gouvernance administrative constitue un cadre de manifestation d'effet multiplicateur de l'investissement public sur le revenu par tête (6,2 points). Mais cet effet est neutralisé par la tendance adverse, et dans la même proportion, de la consommation publique (-6,2 points).

La gouvernance sociale n'a pas d'impact direct sur la valeur ajoutée industrielle et sur le PIB. Mais elle permet à l'investissement public d'avoir un effet multiplicateur sur le revenu, effet, encore une fois annihilé par la consommation publique. La gouvernance sociale exerce une influence positive attendue sur l'IDH de l'ordre de 35 points.

De manière générale, les différents types de gouvernance n'ont pas d'impacts directs avérés sur les indicateurs de croissance et de développement. Les effets multiplicateurs de l'investissement public sur le revenu sont neutralisés par l'impact négatif de la consommation publique.

3.2.3. Effets des dépenses publiques selon les groupes de pays sur la croissance et le développement

Les pays d'Afrique subsaharienne ont été repartis en trois groupes selon la qualité de la gouvernance :

Insatisfaisant, moyen et acceptable. Entre ces groupes, il s'agit de faire l'analyse comparée des effets des dépenses publiques et de la gouvernance sur la croissance et le développement.

La forme du modèle est la même que précédemment :

$$\log ICD = \mu_1 \log CG_Y + \mu_2 \log IG_Y + \mu_3 \log TG + \epsilon$$

où TG est le type de gouvernance

Dans les pays à gouvernance insatisfaisante, seule la consommation publique a un effet pervers mais significatif sur la valeur ajoutée industrielle. Par rapport au PIB par tête, le modèle n'est globalement pas significatif au seuil de 5%. Aucune des variables n'a d'effet sur le PIB par tête dans ces pays. Par rapport à l'IDH, l'investissement public et la gouvernance ont des impacts dérisoires.

Tableau 2 : Effets des dépenses publiques sur les indicateurs

de croissance et de développement par groupe de pays

	Groupe I : Gouvernance insatisfaisante			Groupe II : Gouvernance moyenne			Groupe III : Bonne gouvernance		
	LogCG	LogIG	LogVG	LogCG	LogIG	LogVG	LogCG	LogIG	LogVG
Log VAI	-0,26			-0,26		-0,82		1,02	
Log PIB				-11,9		40		30,1	86,2
Log IDH		0,004	0,005			-0,008			0,41

Source : Nos calculs

Dans les pays à gouvernance moyenne, la consommation publique et la gouvernance ont des influences négatives sur la valeur ajoutée industrielle à hauteurs de -0,26 et -,82 points.

Par rapport au PIB par tête, le modèle n'est pas significatif au seuil de 5% mais l'est au seuil de 10%. A ce seuil, la consommation publique est significative au seuil de 5% et a un effet négatif sur le PIB par tête.

L'indicateur de gouvernance est significatif au seuil de 10% et a un effet négatif notable (-11,9 points) sur la richesse par tête. Cependant, la gouvernance agit très efficacement sur le PIB par tête (40 points). Par rapport à l'IDH, seul l'indicateur de gouvernance a une influence significative mais trop faible (0,008).

Dans les pays de bonne gouvernance, le modèle est globalement significatif au seuil de 5%. L'investissement public produit des effets multiplicateurs d'un niveau très élevé, plus de un point et de 30 points, respectivement sur la valeur ajoutée industrielle et le PIB par tête. L'influence de la consommation publique n'est, en revanche, pas significative. L'indicateur de gouvernance a l'effet le plus puissant sur le revenu par tête (86,2 points) et non négligeable sur l'IDH (0,41 point).

En conclusion partielle de cette section, on note que la consommation publique apparaît comme affectant négativement l'accroissement de la valeur ajoutée industrielle et du revenu par tête dans les pays à gouvernance insatisfaisante ou moyenne. Les variables de gouvernance agissent de manière insignifiante sur le développement humain dans les pays de gouvernance moyenne ou insatisfaisante. L'investissement public ne produit des effets multiplicateurs que dans les pays de bonne gouvernance. L'investissement public et la qualité de la gouvernance ont des effets puissants sur les objectifs de croissance et de développement dans les pays de bonne gouvernance.

Conclusion générale

Les économies de l'Afrique indépendante africaine ont été marquées par vingt ans d'interventionnisme étatique (1960-1980), dix ans de transition (1980-1990) et vingt ans de libéralisation politique et économique (1990-2010). Les trois systèmes politiques et économiques ont permis à l'Afrique subsaharienne d'enregistrer quelques réalisations en matière de croissance économique. Mais, ces

réalisations sont en deçà des attentes en matière de développement industriel et de développement humain.

Or, dans le cadre de l'économie institutionnelle, plusieurs travaux mettent en relation la gouvernance et le développement. L'étude a cherché à montrer l'efficacité de la politique budgétaire en fonction de la qualité de la gouvernance.

L'étude a montré que, sur la quarantaine de pays d'Afrique Subsaharienne passés en revue sur la période 2005-2010, seuls sept ont une bonne gouvernance : Cap Vert, Ghana, Sénégal, Uganda, Tanzanie auxquels il faut ajouter l'île Maurice et le Botswana. Une vingtaine de pays ont une gouvernance moyenne¹ et une douzaine, une gouvernance insatisfaisante.

De manière générale, les corrélations sont faibles entre la valeur ajoutée industrielle, le PIB par tête et l'indice de développement humain ; ce qui signifie que la croissance économique n'engendre ni industrialisation, ni développement véritables. Elle ne procède pas non plus de l'industrialisation. Cela se traduit globalement par des liens incertains entre les variables budgétaires et de gouvernance (politique, administrative, économique et sociale) d'une part, et ceux de croissance et de développement d'autre part. Les effets multiplicateurs de l'investissement public sur le revenu sont neutralisés par l'impact négatif de la consommation publique.

Toutefois, cette tendance générale comporte quelques particularités selon les groupes de pays. La politique budgétaire est inefficace dans les pays à gouvernance insatisfaisante ou moyenne. L'investissement public ne produit des effets multiplicateurs que dans les pays de bonne gouvernance. L'investissement public et la qualité de la gouvernance ont des effets puissants sur les objectifs de croissance et de développement dans les pays de bonne gouvernance. Ainsi, on peut dire qu'en Afrique subsaharienne, l'efficacité de la politique budgétaire est liée à la performance du pays en matière de gouvernance.

¹ Par rapport au contexte africain

Bibliographie

Agenor, Pierre Richard (2000): The economics of adjustment and growth, Washington DC, Academic Press.

Alesina, Alberto and Roberto Perotti (1994): "The political economy of growth, a critical survey of recent literature", World Bank Economic Review, vol.8, N°3, september.

Alesina, Alberto and Roberto Perotti (1995): «Fiscal adjustment, fiscal expansions and adjustments in OCDE countries », Economic Policy 21 : 207-248.

Barro, Robert J. (2000) : Les facteurs de la croissance économique, une analyse transversale par pays, Paris, Economica.

Banque Mondiale (2000) : « l'Afrique peut-elle revendiquer sa place dans le 21^{ème} siècle » ? Washington D.C. Banque Mondiale.

Collier, Paul et Jan Willem Gunning (1999): "Why Africa has grown slowly?", Journal of Economic Perspective, Vol.13, N°3, PP.64-111

Easterly, William (2002): The elusive quest for growth, the economists adventures and misadventures in the Tropics, The MIT Press.

Easterly, William (2000): «The lost decades: explaining developing countries' stagnation 1980-1998», World Bank Research Poverty, Working Papers, Washington: The Bank, January.

Easterly, William et Ross Levine (1997): «Africa growth tragedy: a retrospective, 1960-1989», Quaterly Journal of Economics, November, pp 330-347.

Favero, Carlo A. (2001): Applied macro econometrics, Oxford University Press

Gastill, Raymond (1991): The comparative survey of freedom: experiences and suggestions, in Alex Inkeless ed on measuring democracy, N.J.

Guellec, Dominique et Pierre Ralle (1995) : Les nouvelles théories de la croissance, Paris, La Découverte.

Kaufmann, Daniel et Aart Kraay, (2002): "Growth without governance", The World Bank.

Lee, Myoung-Jae (2002): Panels data econometrics, methods of moments and limited dependant variables, Academic press and Elsevier Science, USA.

Mauro, Paolo (1995): "Corruption and growth", Quartely Journal of Economics, vol.110, PP.690-712

N'Gouan, K. Patrick (2005): "Financement budgétaire et croissance économique en Côte d'Ivoire", Thèse de Doctorat, Université de Paris1, Panthéon Sorbonne.

N'Gouan, K. Patrick (2007) : « pauvreté et gestion du budget de l'Etat », communication au colloque international sur « Pauvreté et droits de l'homme », organisé par la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO) en octobre 2007, l'Harmattan.

North, Douglas (1990): "Institutions, institutional change and economic performances", Cambridge, Cambridge University Press

Razafindrakoto et Roubaud (2005a) : « Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté : enseignements tirés des enquêtes 12-3 en Afrique francophone », STATECO, n°99, PP.117-141.

Razafindrakoto et Roubaud (2005b) : « Peut-on croire en l'opinion des experts sur la corruption?, une expérience basée sur des enquêtes en Afrique francophone », Rapport mondial sur la corruption, Transparency International, Economica, Paris, pp. 411-413

Sen, Amartya (1999): Development as freedom, New York, Anchor Books.